

ACTION URGENTE

BRÉSIL. DES COMMUNAUTÉS AMAZONIENNES MENACÉES PAR DES BÛCHERONS

Des dirigeants ruraux et des paysans installés dans une région isolée de l'État de l'Amazone (nord du Brésil) ont été menacés de mort et agressés par des bûcherons et des acquéreurs de terrains qui travaillent illégalement et empiètent sur leurs terres. Il ne reste plus un seul policier dans cette zone et il semble qu'aucune enquête ne soit menée sur ces activités illégales. Les habitants de la région sont en danger.

Des bûcherons et des acquéreurs de terrains travaillant illégalement prennent pour cible les petites communautés qui vivent de la terre dans des réserves reconnues légalement, situées dans la municipalité de Lábrea, dans le sud-est de l'État de l'Amazone. Les dirigeants de ces communautés sont victimes de coups, de menaces, d'incendies criminels et de vols, afin de les forcer à partir. Beaucoup se sont enfuis car ils craignaient pour leur vie. Après s'être exprimée publiquement, **Dinhana Nink** a été abattue sous les yeux de son fils dans une ville de l'État voisin de Rondônia, où elle avait déménagé après que son domicile de Lábrea a été incendié. Son amie **Nilcilene Miguel de Lima**, dirigeante communautaire qui a parlé en public des bûcherons qui travaillent illégalement et empiètent sur les réserves, a été battue et menacée d'une arme. Des individus ont mis le feu à sa maison alors qu'elle était absente.

Depuis octobre 2011, cette femme reçoit la protection armée des autorités fédérales, mais elle continue d'être menacée. En mars 2012, des membres de sa communauté lui ont transmis un message indiquant : « Ton gilet pare-balles peut protéger ton corps mais pas ta tête. » Début avril, elle a dû quitter Lábrea avec l'aide du gouvernement fédéral, après qu'un complot visant à la tuer dans une embuscade, ainsi que les policiers la protégeant, a été mis au jour. Nilcilene Miguel de Lima est l'une des deux personnes à Lábrea qui bénéficient de la protection d'agents armés, fournis par le gouvernement fédéral pour des périodes de trois mois. Cependant, aucun policier n'étant sur place, les ONG soulignent que peu d'enquêtes, voire aucune, sont menées sur les activités illégales de ces bandes criminelles. Au moins six personnes ont été tuées dans la région depuis 2007, tandis que la Commission pastorale de la terre (CPT) affirme recevoir des informations indiquant qu'au moins huit personnes ont été menacées de mort en 2011.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en portugais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à prendre des mesures immédiates pour garantir la sécurité de tous les individus vivant dans les réserves de la municipalité de Lábrea, y compris en leur fournissant une protection publique permanente ;
- priez-les instamment d'enquêter sur les menaces et le harcèlement dont ces personnes sont victimes, de rendre les conclusions publiques et de traduire les responsables présumés en justice ;
- demandez-leur de faire face de toute urgence aux activités illégales de bûcherons et d'acquéreurs de terres agissant dans la région, de confirmer le statut légal des communautés extractivistes et de garantir la sécurité des résidents.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 JUIN 2012 À :

Gouverneur de l'État de l'Amazone

Omar José Abdel Aziz

Av. Brasil Brésil, s/n° Compensa 2

69.036-110 – Manaus/AM, Brésil

Fax : + 55 92 3303 8447

Formule d'appel : Exmo Sr Procurador, /

Monsieur le Procureur général,

Ministre fédéral de la Justice José

Eduardo Martins Cardozo

Esplanada dos Ministérios, Bloco "T", 4°

andar, 70.712-902 – Brasília/DF, Brésil

Fax : + 55 61 2025 7803

Formule d'appel : Exmo. Sr. Ministro, /

Monsieur le Ministre,

Rua Silva Ramos, 555

Centro, 69025-030, Manaus/AM

Brésil

Copies à :

ONG locale CPT Amazonas

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

BRÉSIL. DES COMMUNAUTÉS AMAZONIENNES MENACÉES PAR DES BÛCHERONS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La région de Lábrea est tellement isolée que les services publics y sont presque totalement inexistantes, y compris les forces de police, les centres de soins et les écoles. Le poste de police dont dépend cette région est situé à des centaines de kilomètres au nord et n'est accessible que par avion.

Nilcilene Miguel de Lima a commencé à recevoir des menaces en 2009, lorsqu'elle est devenue la présidente de l'Association Deus Proverá des petits exploitants et qu'elle a commencé à dénoncer les activités illégales de bûcherons qui empiètent sur certains terrains. En juin 2010, cette femme aurait été gravement battue devant un membre de l'INCRA, l'agence fédérale de réforme agraire. Huit jours plus tard, un homme armé l'a menacée chez elle et elle a dû fuir. À son retour, elle a découvert que sa maison avait été incendiée. En mai 2010, les menaces se sont intensifiées après que l'IBAMA, l'institut fédéral pour l'environnement, se soit rendu sur place. Trois tronçonneuses ont été confisquées à l'occasion de cette visite. En octobre dernier, Nilcilene Miguel de Lima a commencé à bénéficier de la protection de neuf gardes armés appartenant à la Force nationale, une unité d'élite composée d'agents de la police militaire fédérale déployés par le gouvernement brésilien en cas d'urgence. Les agents sont renouvelés tous les trois mois et la dernière relève s'est effectuée fin avril. Malgré cette protection, Nilcilene Miguel de Lima continue d'être menacée. En mars dernier, son chien a été tué d'une balle dans la tête. Cette femme se trouve maintenant dans une situation si dangereuse qu'elle a quitté la région. Le pasteur Antonio Vasconcelos de Souza, un autre dirigeant communautaire, fait lui aussi l'objet d'une protection fédérale.

Dans une lettre ouverte, deux associations locales représentant les communautés vivant dans les réserves ont déclaré : « Nous sommes très inquiets et effrayés par ce qui pourrait arriver ; nous avons vu qu'ils ont déjà tué un autre de nos amis dans le sud de Lábrea, et nous craignons donc pour nos vies. Nous ne savons pas qui sera le prochain... »

Noms : Dinhana Nink, Nilcilene Miguel de Lima et les habitants de la municipalité de Lábrea

Genre : hommes et femmes

AU 115/12, AMR 19/007/2012, 24 avril 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL

